



## Pour la Paix et la justice sociale : mobilisé-es le 1er mai

Depuis 140 ans, les travailleurs et travailleuses du monde entier manifestent ensemble pour défendre la paix, juste et durable, et le progrès social.

Alimentées par des pouvoirs de plus en plus dirigés ou influencés par l'extrême droite, les guerres impérialistes se propagent ! Le cessez-le-feu en Iran est fragile, comme le montrent l'échec actuel des négociations et la menace de blocus du détroit d'Ormuz par Trump. Le gouvernement israélien poursuit ses opérations militaires au Liban et en Palestine, à Gaza, mais aussi en Cisjordanie, où l'ONU estime que 36 000 palestiniens ont été déplacés en un an par les colons israéliens. L'invasion criminelle de Poutine en Ukraine se poursuit, les offensives sont toujours aussi dévastatrices. En Syrie, le gouvernement intérimaire a attaqué l'administration autonome du Rojava en janvier 2026. Cuba reste sous la menace permanente de Trump. De plus, l'imposition du blocus pétrolier en janvier dernier renforce les difficultés de la population, victime de coupures d'électricité quotidiennes.

**Il est plus que jamais nécessaire de se mobiliser pour la paix et le désarmement. Plutôt que des milliards de cadeaux aux entreprises et d'investissements militaires, il faut investir dans le progrès social, les services publics, l'éducation, la recherche et la culture.**

Il faut des moyens humains et financiers conséquents :

- Dans l'enseignement supérieur et la recherche (ESR) les difficultés sont légion : recherche fondamentale attaquée, rémunérations en berne, état déplorable des bâtiments, asphyxie budgétaire des établissements, réduction du nombre de postes, augmentation de la précarité, baisse de l'offre de formation, augmentation des frais d'inscription pour les étudiant-es, attaques récurrentes contre les libertés académiques et la liberté d'expression sur nos campus.
- Dans les CROUS pour accompagner la généralisation du repas à 1 euro pour tou-ttes les étudiant-es.

- Dans l'éducation nationale pour améliorer les conditions d'accueil dans les établissements scolaires. La suppression annoncée de 3256 postes, alors que l'Éducation nationale est déjà en difficulté, est une attaque supplémentaire intolérable. Il faut au contraire en profiter pour améliorer le fonctionnement du service public d'Éducation et créer massivement des postes. Cette politique austéraitaire appauvrit et précarise les personnels tout en dégradant leurs conditions de travail ainsi que les conditions d'étude des élèves. Il est urgent d'augmenter les salaires pour rompre cette spirale et créer un statut de catégorie B pour les AESH et les Aed.
- Pour les associations, notamment d'Éducation populaire, pour lesquelles les baisses de subventions des collectivités territoriales entraînent un véritable plan social et obèrent des réponses aux besoins de la population.
- Pour augmenter les salaires dans les entreprises privées comme dans la Fonction publique.

Les attaques contre les budgets de la formation et contre le droit des salarié-es à se former se poursuivent. Les inquiétudes vont croissantes sur l'avenir de nombreux CFA associatifs, sur le réseau de CFA des CMA. Dans la formation continue, l'État précarise le réseau des GRETA. La chasse à la rentabilité fait planer de grandes inquiétudes sur l'avenir de certains centres AFPA et des formations. **Il faut d'urgence un plan de préservation et de protection des opérateurs historiques et de leur maillage territorial. Il faut sortir la formation professionnelle de la rentabilité pour remettre son utilité sociale en avant !**

Les menaces récentes contre la journée historique du 1<sup>er</sup> mai montrent qu'il faut plus que jamais l'utiliser pour défendre la Paix et le progrès social ! La FERC-CGT appelle l'ensemble des militant-es et des travailleur-ses de l'éducation, de la recherche, de la culture, de la formation et du sport à rejoindre les manifestations du 1er mai.

*Montreuil, le 15 avril 2026*